



Mondialisation.ca  
Centre de recherche sur la mondialisation

English  
italien    español  
srpski    portugês  
العربية    Deutsch

www.mondialisation.ca    Concernant le CRM    Contact    Devenez membre    Magasin en ligne

Le 5 novembre 2011    Premier ministre libyen: sbire de l'industrie pétrolière



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives  
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV  
GRTV  
GLOBAL RESEARCH TV

## La Démocratie occidentale: une farce et une escroquerie

par Paul Craig Roberts



Mondialisation.ca, Le 4 novembre 2011

Envoyer cet article à un(e) ami(e)  
Imprimer cet article

Digg 0    submit    reddit    43    4    Share    Tweet

Chaque jour qui passe ajoute à l'image frauduleuse de ce qui est appelée la démocratie occidentale.

Considérez que le monde occidental dans sa totalité est outragé que le premier ministre grec ait annoncé qu'il allait permettre au peuple grec de décider de sa destinée au lieu qu'elle soit décidée par une clique de banksters, de politiciens et de bureaucrates vivant aux crochets de l'argent des contribuables dans des "discussions" qui se tiennent dans la station balnéaire de Cannes sur la Méditerranée.

L'économie grecque fait face à sa quatrième année de déclin et manque de revenus pour honorer sa dette nationale qui est dans les mains des banques privées européennes. Les banques ne veulent pas perdre d'argent, donc une poignée de décideurs ont fait un accord avec les représentants du gouvernement grec: l'effacement d'une partie de la dette en échange de subsides de capitaux par l'Union Européenne, qui seront financées par de sévères mesures d'austérité sur la population grecque. Les salaires, fonds de retraites et sécurité sociale sont amputés alors que le niveau de chômage augmente jusqu'à des niveaux de dépression économique. Les fonctionnaires sont mis au chômage; de très bonnes propriétés publiques sont vendues à des tiers privés pour des queues de cerises. Bref, la Grèce est en passe d'être pillée.

Beaucoup de citoyens grecs sont descendus dans les rues pour protester la politique d'austérité et ont atteint le point de colère suffisant pour commencer à lancer des cocktails Molotov sur la police. Le Grèce est en phase de désintégration politique. Le peuple grec perçoit bien que le "plan de sauvetage" de l'UE ne sauve pas la Grèce. Il sauve les banques françaises, hollandaises et allemandes aux dépends du peuple grec.

Le premier ministre grec, voyant le soutien de son parti et son pouvoir s'effondrer, a annoncé qu'il laisserait les citoyens décider dans un referendum. Après tout, c'est ce que les démocraties sont supposées faire. Mais il faut constater une chose: le "nous avons la liberté et la démocratie" n'est pas supposé être pris au pied de la lettre. Ceci n'est qu'un slogan propagandiste derrière lequel les citoyens sont vraiment gouvernés par leurs des arrangements d'arrière boutique décidés par des intérêts privés très puissants.

L'annonce par le premier ministre grec qu'il allait soumettre le "plan de sauvetage" d'arrière-boutique au vote par referendum a choqué la hiérarchie de l'UE, de Washington et des investisseurs. Mais qui est ce Grec qui pense qu'il va laisser le peuple qui porte le poids de plan, avoir son mot à dire là-dedans ? Qui a laissé sortir ce Grec de sa cage ? ceci n'est pas du tout la manière dont les démocraties fonctionnent.

Les décideurs de l'UE sont outragés par cette action hors procédure du premier ministre grec. Mais celui-ci compte sur le peuple grec pour approuver le plan, et non sans raison.

Le peuple grec a été conditionné depuis des décennies sur l'importance de "faire partie de l'Europe". Ce qui veut dire être membre de l'Union européenne. Quand les Grecs vont réaliser que voter "non" à

ce plan de sauvetage des banksters veut dire être jetté hors de l'UE, ce qu'il vont apprendre d'ici au referendum, ils voteront alors pour le plan de sauvetage d'arrière-boutique.

Les sondages l'indiquent déjà. Un sondage d'un journal grec indique que bien que si 46% s'opposent au plan de sauvetage, 70% veulent rester dans l'UE, ce que les Grecs voient comme une question de vie ou de mort.

Si ce sondage est un indicateur fiable, le premier ministre grec a pris une décision politique brillante. Le peuple grec votera en faveur de ce contre quoi ils manifestent violemment dans la rue. Comme le peuple grec se mettra lui-même les fers, les politiciens seront alors exonérés. Voilà le pari qu'a pris le premier ministre grec.

Quel qu'en soit l'issue, gardez à l'esprit que tout le monde politique occidental et le monde de l'investissement étaient choqués qu'un politicien ait dit qu'il allait laisser le peuple décider, au lieu simplement d'imposer le plan d'arrière-boutique. Laisser les peuples décider est un non-non absolu dans les démocraties occidentales.

Si vous désirez plus de preuve concernant cette créature mythique appelée "démocratie occidentale", considérez le fait que les gouvernements occidentaux ne sont plus redevables devant la loi. Contrastez par exemple les accusations d'harcèlement sexuel qui minent la campagne présidentielle du candidat Herman Cain avec le passe-droit donné à de hauts officiels du gouvernement qui ont clairement violé la loi statutaire.

Ce qui suit n'est pas une défense de Cain. Je ne prend aucun parti-pris sur les accusations. Le point réel est différent. En Amérique, la seule chose qui peut ruiner la carrière politique d'un(e) politicien(ne) est son intérêt pour le sexe. Un politicien par exemple comme George W. Bush, Dick Cheney ou Barack Obama ne peut pas avoir sa carrière ruinée pour avoir enfreint la loi des Etats-Unis ou la loi internationale ou pour avoir traité la constitution comme un "vulgaire bout de papier". Bush et Cheney peuvent mener l'Amérique en guerre entièrement sur la base de mensonges et de falsifications orchestrés. Ils peuvent commettre des crimes de guerre, faire massacrer un grand nombre de civils pour la cause de la "guerre contre la terreur", qui est en elle-même une fraude. Ils peuvent violer les lois américaines et internationales contre la torture, simplement parce que "le président l'a décrété."

Ils peuvent jeter à la poubelle le *habeas corpus*, ce requis constitutionnel qui dit qu'une personne ne peut pas être emprisonnée sans preuve présentée à une cour de justice. Ils peuvent refuser le droit à un avocat. Ils peuvent violer la loi et espionner les citoyens américains sans mandats de justice adéquats. Ils peuvent envoyer la procédure judiciaire en enfer. En fait, ils peuvent faire simplement ce qu'ils veulent tout comme Hitler et Staline le faisaient avec leur Gestapo et police secrète. Mais s'ils montrent un intérêt déplacé quelconque pour une femme ou la proposition d'une femme... Ils sont cuits.

Très peu de commentateurs ont dit quoi que ce soit à propos de ceci. La chambre des représentants n'a pas empêché le président Clinton pour ses crimes de guerre contre la Serbie. Elle a monté la procédure à propos du mensonge sur une affaire sexuelle avec une interne à la Maison blanche. Le sénat américain qui avait trop d'affaires de ce type en son sein à défendre, n'a même pas essayé d'obtenir une condamnation.

Ceci est l'*Amérique* (NdT: Roberts écrit volontairement en anglais "Amerika") d'aujourd'hui. Un président sans aucune autorité de par la loi et sûrement pas de par la constitution, peut faire assassiner des citoyens américains sur la simple rumeur qu'ils soient des "menaces" pour la sécurité de l'état. Aucune preuve n'est requise. Pas de condamnation. Pas de présentation de preuves devant une cour de justice. Juste un assassinat. Ceci est maintenant possible pour tout président américain. Mais qu'il essaie de coucher avec une femme qui n'est pas la sienne, et ses carottes sont cuites.

En *Amérique*, il n'y a plus ce qu'on appelait la torture; il y a les "interrogatoires améliorés". Un simple changement de mot a éliminé le crime. Donc la torture est permise.

En *Amérique* aujourd'hui, ou au Royaume-Uni ou dans l'Union Européenne, quiconque dit la vérité est une "menace". Julian Assange de Wikileaks, qui a rendu publique des informations fuitées par des sources gouvernementales horrifiées par les actions criminelles du gouvernement des Etats-Unis, va être extradé vers la Suède, suite aux énormes pressions exercées par l'*Amérique* sur les cours de justice britanniques; conséquemment la Suède en échange de faveurs de la "seule super-puissance au monde", le renverra aux Etats-Unis en ignorant la loi pour qu'il y soit poursuivi sur des accusations fabriquées.

La "civilisation" occidentale est complètement corrompue par l'argent américain. Il n'y a plus d'intégrité nulle-part. Pendant une décennie complète, Washington a tué des femmes, des enfants, des vieillards et des journalistes au nom de l'escroquerie de la "guerre contre la terreur".

De quelle terreur est le monde témoin en fait ?

Le monde est le témoin de la terreur qu'Israël, protégée par Washington, inflige aux Palestiniens.

Le monde voit la terreur que Washington inflige à la Serbie, l'Irak, L'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen, la Somalie, la Libye, l'Amérique latine et maintenant l'Afrique, avec la Syrie, le Liban et l'Iran qui attendent leur tour. "La guerre contre la terreur" n'est rien de plus qu'une excuse inventée de toute pièce et orchestrée de telle façon que l'*Amérique* et Israël puissent parvenir à l'hégémonie tout en enrichissant leurs industries d'armement.

En Grèce, le premier ministre s'est au moins impliqué à donner au peuple son mot à dire quant à sa destinée. Aux Etats-Unis, les citoyens n'ont absolument rien à dire. Les moutons sont contents d'être protégés par la "sécurité", les scanners pornographiques des aéroports, les écoutes illégales, la

détention indéfinie et la molestation sexuelle. Pour poursuivre son escroquerie de "guerre contre la terreur", le gouvernement des Etats-Unis s'est élevé lui-même au dessus de la loi.

L'effort des Américains pour responsabiliser par la loi, le mouvement d'occupation de Wall Street, s'il n'est pas annihilé par le froid, la glace et la neige, le sera vraisemblablement par la violence policière. Une émeute déclanchée par des provocateurs (NdT: ici dans le sens de policiers infiltrés), c'est tout ce que cela demandera pour transformer des manifestants pacifiques en "extrémistes domestiques", le point de focus numéro 1 du département de la sécurité intérieure (NdT: le fameux Department of Homeland Security, DHS, qui ressemble de plus en plus à la securitate roumaine ou la Stasi Est-Allemande...). La presse prostituée consolidera le cas contre les émeutiers et les moutons avaleront la couleuvre une fois de plus.

La police a été militarisée par Washington. Les forces de police locales ne représentent plus les citoyens qui paient leurs salaires. La police locale représente la guerre de Washington contre les Etats-Unis. Les citoyens américains sont tous suspects. Quiconque passe la sécurité des aéroports le sait. La seule loi à laquelle le gouvernement obéit n'est même pas une loi. C'est une réglementation bureaucratique qui empêche, même en temps de guerre, de faire un profil des suspects par pays d'origine ou ethnicité.

Conséquemment, tout américain super-patriote, agiteur de drapeau, né sur le sol des Etas-Unis est suspect quand ils embarquent sur un avion de ligne. Des citoyens qui ont des classifications secret ou confidentiel défense à vie, sont soumis à des scanners pornographiques ou du harcèlement sexuel. La sécurité des aéroports ne peut pas faire la différence entre un "terroriste" et un analyste de la CIA, un général du corps des Marines ou un sénateur américain.

Des membres bien connectés de la classe élitiste dominante comme Michael Chertoff, peuvent devenir riches en vendant ces scanners pornographiques aux contribuables afin "de protéger le public contre les terroristes".

Les seuls terroristes dont les citoyens feront l'expérience sont ceux financés par leurs propres impôts au sein de leur "propre" gouvernement. Un peuple qui est incapable de distinguer la véritable menace qui pèse sur lui n'a aucune chance de survivre. L'*Amérique* est peut-être une super-puissance militaire, mais elle n'existe dorénavant plus comme pays libre avec un gouvernement responsable devant la loi ni même comme état de droit.

Addendum du Dr Roberts: *Le premier ministre grec a été forcé de retirer le referendum sur la « plan de sauvetage » qu'il avait promis au peuple grec. Les dirigeants européens ont indiqué au premier ministre grec que la démocratie n'a aucun rôle à jouer dans cette décision. La Grèce fut sommée de voter le plan qui lui fut agréé ou alors la Grèce est hors de l'UE. Le premier ministre grec refroidit a dit au parlement que la seule façon de rester dans l'UE est de voter pour le diktat du « plan de sauvetage ».*

Article original en anglais : [Western Democracy: A Farce And A Sham](#), paru le 3 novembre 2011.

Traduction : [Résistance 71](#)

Paul Craig  
Roberts est un  
collaborateur  
régulier de  
[Mondialisation.ca](#).  
Articles de Paul  
Craig Roberts  
publiés par  
[Mondialisation.ca](#)



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](#) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [crgeitor@yahoo.com](mailto:crgeitor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](#) [www.mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.